

FISCALITE et COMPETITIVITE

Sarah Guillou

OFCE

Conférence de Consensus sur la Fiscalité
Sciences Po, Paris, 20 Mai 2014

Guillou S. et T. Treibich, Le CICE: au-delà de la dévaluation compétitive, Note OFCE 2014 à paraître

CICE: Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi

CICE: Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi

1. Désindustrialisation et recul des part des marchés.

CICE: Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi

1. Désindustrialisation et recul des parts des marchés.

- ▶ Dégradation de la balance commerciale depuis 2004 (-61 mds en 2013)
- ▶ Diminution du nombre d'exportateurs depuis 2000, légère hausse depuis 2012 (niveau de 2008)
- ▶ Déclin des parts de marché françaises sur le marché mondial (-40% de 98 à 2010) mais aussi dans la zone euro (-20%).
- ▶ Pertes d'emplois industriels: 29 000 en 2012; 60 000 en 2013.

CICE: Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi

1. Désindustrialisation et recul des parts des marchés.

- ▶ Dégradation de la balance commerciale depuis 2004 (-61 mds en 2013)
- ▶ Diminution du nombre d'exportateurs depuis 2000, légère hausse depuis 2012 (niveau de 2008)
- ▶ Déclin des parts de marché françaises sur le marché mondial (-40% de 98 à 2010) mais aussi dans la zone euro (-20%).
- ▶ Pertes d'emplois industriels: 29 000 en 2012; 60 000 en 2013.

2. Comment la fiscalité/les PO peuvent-ils agir sur la compétitivité?

CICE: Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi

1. Désindustrialisation et recul des parts des marchés.

- ▶ Dégradation de la balance commerciale depuis 2004 (-61 mds en 2013)
- ▶ Diminution du nombre d'exportateurs depuis 2000, légère hausse depuis 2012 (niveau de 2008)
- ▶ Déclin des parts de marché françaises sur le marché mondial (-40% de 98 à 2010) mais aussi dans la zone euro (-20%).
- ▶ Pertes d'emplois industriels: 29 000 en 2012; 60 000 en 2013.

2. Comment la fiscalité/les PO peuvent-ils agir sur la compétitivité?

- ▶ Abaisser le coût du travail pour diminuer le coût de production
⇒ Compétitivité-prix

CICE: Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi

1. Désindustrialisation et recul des parts des marchés.

- ▶ Dégradation de la balance commerciale depuis 2004 (-61 mds en 2013)
- ▶ Diminution du nombre d'exportateurs depuis 2000, légère hausse depuis 2012 (niveau de 2008)
- ▶ Déclin des parts de marché françaises sur le marché mondial (-40% de 98 à 2010) mais aussi dans la zone euro (-20%).
- ▶ Pertes d'emplois industriels: 29 000 en 2012; 60 000 en 2013.

2. Comment la fiscalité/les PO peuvent-ils agir sur la compétitivité?

- ▶ Abaisser le coût du travail pour diminuer le coût de production
⇒ Compétitivité-prix
- ▶ Augmenter le revenu net d'impôt pour inciter à l'investissement ⇒ Compétitivité-hors prix.

CICE: large couverture et faible conditionnement

Le CICE mis en place en 2013 est un crédit d'impôt = 6% des rémunérations salariales qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC.
(Entreprises imposées d'après leur bénéfice réel soumis à IR ou IS.)

CICE: large couverture et faible conditionnement

Le CICE mis en place en 2013 est un crédit d'impôt = 6% des rémunérations salariales qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC.
(Entreprises imposées d'après leur bénéfice réel soumis à IR ou IS.)

1. Large couverture:

CICE: large couverture et faible conditionnement

Le CICE mis en place en 2013 est un crédit d'impôt = 6% des rémunérations salariales qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC.
(Entreprises imposées d'après leur bénéfice réel soumis à IR ou IS.)

1. Large couverture:

- ▶ 2,5 fois le SMIC > salaire médian

CICE: large couverture et faible conditionnement

Le CICE mis en place en 2013 est un crédit d'impôt = 6% des rémunérations salariales qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC.
(Entreprises imposées d'après leur bénéfice réel soumis à IR ou IS.)

1. Large couverture:

- ▶ 2,5 fois le SMIC > salaire médian
- ▶ La plupart des entreprises (plus de 90%) ont une distribution de leurs salaires telle que plus de 70% de leur masse salariale brute est éligible au crédit d'impôt.

CICE: large couverture et faible conditionnement

Le CICE mis en place en 2013 est un crédit d'impôt = 6% des rémunérations salariales qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC.
(Entreprises imposées d'après leur bénéfice réel soumis à IR ou IS.)

1. Large couverture:

- ▶ 2,5 fois le SMIC > salaire médian
- ▶ La plupart des entreprises (plus de 90%) ont une distribution de leurs salaires telle que plus de 70% de leur masse salariale brute est éligible au crédit d'impôt.
- ▶ Moins d'1% des entreprises ne sont pas éligibles au CICE.

CICE: large couverture et faible conditionnement

Le CICE mis en place en 2013 est un crédit d'impôt = 6% des rémunérations salariales qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC.
(Entreprises imposées d'après leur bénéfice réel soumis à IR ou IS.)

1. Large couverture:

- ▶ 2,5 fois le SMIC > salaire médian
- ▶ La plupart des entreprises (plus de 90%) ont une distribution de leurs salaires telle que plus de 70% de leur masse salariale brute est éligible au crédit d'impôt.
- ▶ Moins d'1% des entreprises ne sont pas éligibles au CICE.

2. Faible conditionnement:

CICE: large couverture et faible conditionnement

Le CICE mis en place en 2013 est un crédit d'impôt = 6% des rémunérations salariales qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC.
(Entreprises imposées d'après leur bénéfice réel soumis à IR ou IS.)

1. Large couverture:

- ▶ 2,5 fois le SMIC > salaire médian
- ▶ La plupart des entreprises (plus de 90%) ont une distribution de leurs salaires telle que plus de 70% de leur masse salariale brute est éligible au crédit d'impôt.
- ▶ Moins d'1% des entreprises ne sont pas éligibles au CICE.

2. Faible conditionnement:

- ▶ Ne peut être alloué à une hausse de la rémunération du capital.

CICE: large couverture et faible conditionnement

Le CICE mis en place en 2013 est un crédit d'impôt = 6% des rémunérations salariales qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC.
(Entreprises imposées d'après leur bénéfice réel soumis à IR ou IS.)

1. Large couverture:

- ▶ 2,5 fois le SMIC > salaire médian
- ▶ La plupart des entreprises (plus de 90%) ont une distribution de leurs salaires telle que plus de 70% de leur masse salariale brute est éligible au crédit d'impôt.
- ▶ Moins d'1% des entreprises ne sont pas éligibles au CICE.

2. Faible conditionnement:

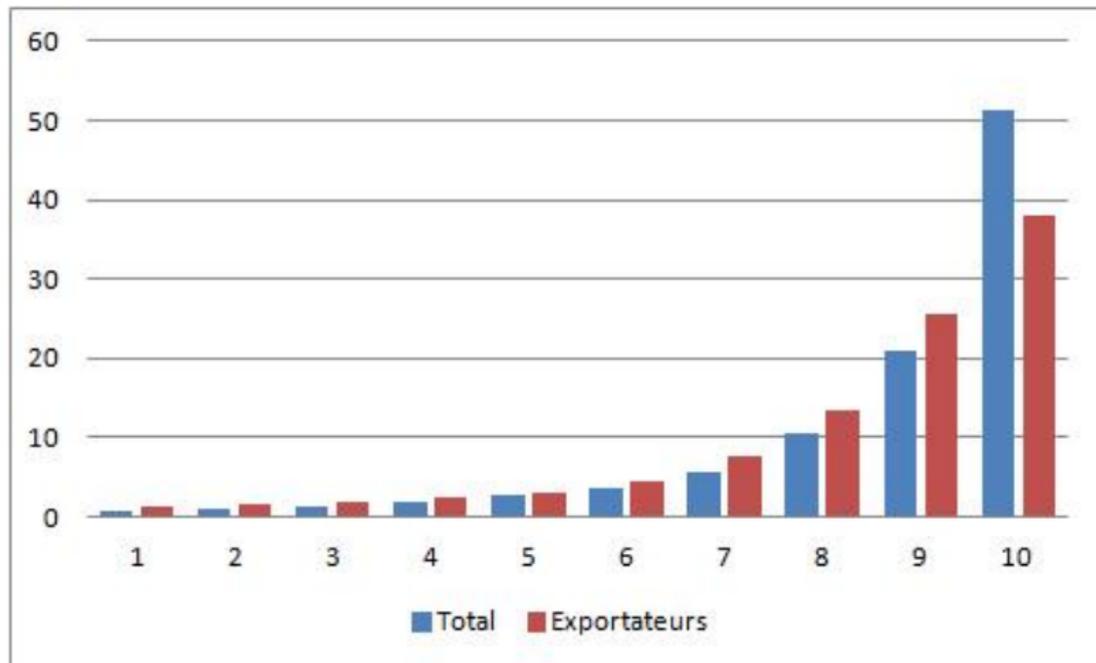
- ▶ Ne peut être alloué à une hausse de la rémunération du capital.
- ▶ Doit financer des projets “en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement”.

CICE: large couverture et faible conditionnement

Catégorie CICE: On définit 10 catégories selon la part de la masse salariale brute éligible au CICE ($<$ à 2.5 fois SMIC). La catégorie i est la catégorie telle que entre $(i - 1) * 10\%$ et $i * 10\%$ de la masse salariale brute est éligible.

CICE: large couverture et faible conditionnement

Catégorie CICE: On définit 10 catégories selon la part de la masse salariale brute éligible au CICE ($<$ à 2.5 fois SMIC). La catégorie i est la catégorie telle que entre $(i - 1) * 10\%$ et $i * 10\%$ de la masse salariale brute est éligible.



CICE: Un gain non négligeable

CICE: Un gain non négligeable

- ▶ 20 milliards annuel à partir de 2014.

CICE: Un gain non négligeable

- ▶ 20 milliards annuel à partir de 2014.
- ▶ Gain moyen annuel par salarié est de 1200 euros.

CICE: Un gain non négligeable

- ▶ 20 milliards annuel à partir de 2014.
- ▶ Gain moyen annuel par salarié est de 1200 euros.
 - ▶ SMIC (valeur 2014): 1040 euros
 - ▶ Salaire Médian = $1,6 * \text{SMIC}$: 1665 euros
 - ▶ Salaire = $2,5 * \text{SMIC}$: 2602 euros

CICE: Un gain non négligeable

- ▶ 20 milliards annuel à partir de 2014.
- ▶ Gain moyen annuel par salarié est de 1200 euros.
 - ▶ SMIC (valeur 2014): 1040 euros
 - ▶ Salaire Médian = $1,6 * \text{SMIC}$: 1665 euros
 - ▶ Salaire = $2,5 * \text{SMIC}$: 2602 euros
- ▶ Entre 3% (Finance) à 6% (Héberg.-Restauration) de la masse salariale brute; (2 à 3% du coût du travail).

CICE: gain non négligeable

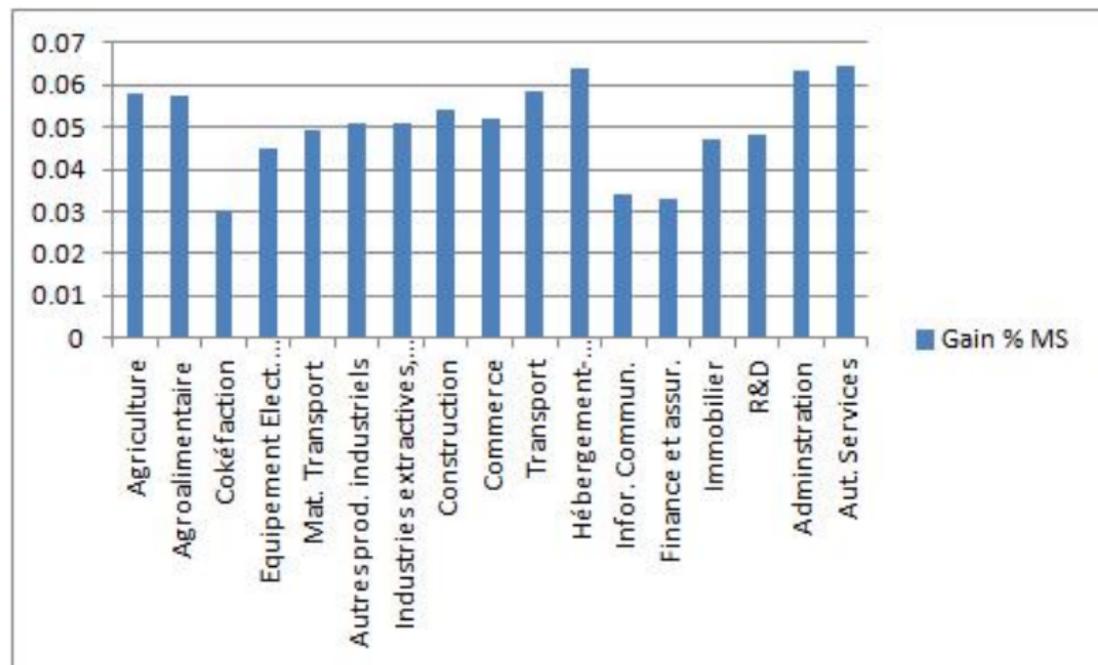


Figure: Gain en pourcentage de la masse salariale brute.

Sources: Dads 2008

Le CICE va-t-il affecter la compétitivité?

Le CICE va-t-il affecter la compétitivité?

- ▶ La population d'entreprises concernée par la compétitivité est en proportion faible.

Le CICE va-t-il affecter la compétitivité?

- ▶ La population d'entreprises concernée par la compétitivité est en proportion faible.
 1. Les exportateurs (70% du manufacturier mais 10% des effectifs salariés !).

Le CICE va-t-il affecter la compétitivité?

- ▶ La population d'entreprises concernée par la compétitivité est en proportion faible.
 1. Les exportateurs (70% du manufacturier mais 10% des effectifs salariés !).
 2. Les entreprises en concurrence avec les importations.

Le CICE va-t-il affecter la compétitivité?

- ▶ La population d'entreprises concernée par la compétitivité est en proportion faible.
 1. Les exportateurs (70% du manufacturier mais 10% des effectifs salariés !).
 2. Les entreprises en concurrence avec les importations.
 3. Sont exclus, les services marchands, les administrations publiques, l'hébergement-restauration dont certains seront les grands bénéficiaires du CICE.

Le CICE va-t-il affecter la compétitivité?

- ▶ La population d'entreprises concernée par la compétitivité est en proportion faible.
 1. Les exportateurs (70% du manufacturier mais 10% des effectifs salariés !).
 2. Les entreprises en concurrence avec les importations.
 3. Sont exclus, les services marchands, les administrations publiques, l'hébergement-restauration dont certains seront les grands bénéficiaires du CICE.

- ▶ CICE et compétitivité

Le CICE va-t-il affecter la compétitivité?

- ▶ La population d'entreprises concernée par la compétitivité est en proportion faible.
 1. Les exportateurs (70% du manufacturier mais 10% des effectifs salariés !).
 2. Les entreprises en concurrence avec les importations.
 3. Sont exclus, les services marchands, les administrations publiques, l'hébergement-restauration dont certains seront les grands bénéficiaires du CICE.

- ▶ CICE et compétitivité
 1. Baisse du coût du travail répercutée dans les prix (élasticité-prix de la demande élevée).

Le CICE va-t-il affecter la compétitivité?

- ▶ La population d'entreprises concernée par la compétitivité est en proportion faible.
 1. Les exportateurs (70% du manufacturier mais 10% des effectifs salariés !).
 2. Les entreprises en concurrence avec les importations.
 3. Sont exclus, les services marchands, les administrations publiques, l'hébergement-restauration dont certains seront les grands bénéficiaires du CICE.

- ▶ CICE et compétitivité
 1. Baisse du coût du travail répercutée dans les prix (élasticité-prix de la demande élevée).
 2. Hausse des marges (élasticité-prix faible).

Le CICE va-t-il affecter la compétitivité?

- ▶ La population d'entreprises concernée par la compétitivité est en proportion faible.
 1. Les exportateurs (70% du manufacturier mais 10% des effectifs salariés !).
 2. Les entreprises en concurrence avec les importations.
 3. Sont exclus, les services marchands, les administrations publiques, l'hébergement-restauration dont certains seront les grands bénéficiaires du CICE.

- ▶ CICE et compétitivité
 1. Baisse du coût du travail répercutée dans les prix (élasticité-prix de la demande élevée).
 2. Hausse des marges (élasticité-prix faible).
 - ▶ Investissements en compétitivité hors prix ?
 - ▶ Investissements en capacité pour exporter ?
 - ▶ Rétablissement des capacités financières?

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

La dévaluation fiscale est un substitut de la dévaluation monétaire rendue impossible par le régime de change.

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

La dévaluation fiscale est un substitut de la dévaluation monétaire rendue impossible par le régime de change.

1. Baisse du coût du travail par une baisse des charges employeurs \Rightarrow va diminuer le prix des exportations.

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

La dévaluation fiscale est un substitut de la dévaluation monétaire rendue impossible par le régime de change.

1. Baisse du coût du travail par une baisse des charges employeurs \Rightarrow va diminuer le prix des exportations.
2. Augmentation de la TVA \Rightarrow va augmenter les prix des importations

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

La dévaluation fiscale est un substitut de la dévaluation monétaire rendue impossible par le régime de change.

1. Baisse du coût du travail par une baisse des charges employeurs \Rightarrow va diminuer le prix des exportations.
2. Augmentation de la TVA \Rightarrow va augmenter les prix des importations
3. Création d'un avantage de coût relatif \approx dévaluation monétaire, d'où le terme de dévaluation fiscale.

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

La dévaluation fiscale est un substitut de la dévaluation monétaire rendue impossible par le régime de change.

1. Baisse du coût du travail par une baisse des charges employeurs \Rightarrow va diminuer le prix des exportations.
2. Augmentation de la TVA \Rightarrow va augmenter les prix des importations
3. Création d'un avantage de coût relatif \approx dévaluation monétaire, d'où le terme de dévaluation fiscale.

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

La dévaluation fiscale est un substitut de la dévaluation monétaire rendue impossible par le régime de change.

1. Baisse du coût du travail par une baisse des charges employeurs \Rightarrow va diminuer le prix des exportations.
 2. Augmentation de la TVA \Rightarrow va augmenter les prix des importations
 3. Création d'un avantage de coût relatif \approx dévaluation monétaire, d'où le terme de dévaluation fiscale.
- Littérature théorique: cadre macroéconomique très contraint (Fahri et al, 2011)

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

La dévaluation fiscale est un substitut de la dévaluation monétaire rendue impossible par le régime de change.

1. Baisse du coût du travail par une baisse des charges employeurs \Rightarrow va diminuer le prix des exportations.
2. Augmentation de la TVA \Rightarrow va augmenter les prix des importations
3. Création d'un avantage de coût relatif \approx dévaluation monétaire, d'où le terme de dévaluation fiscale.

- ▶ Littérature théorique: cadre macroéconomique très contraint (Fahri et al, 2011)
- ▶ Estimations empiriques encore peu nombreuses: de Mooij and Keen (2012) sur pays OCDE

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

La dévaluation fiscale est un substitut de la dévaluation monétaire rendue impossible par le régime de change.

1. Baisse du coût du travail par une baisse des charges employeurs \Rightarrow va diminuer le prix des exportations.
 2. Augmentation de la TVA \Rightarrow va augmenter les prix des importations
 3. Création d'un avantage de coût relatif \approx dévaluation monétaire, d'où le terme de dévaluation fiscale.
- ▶ Littérature théorique: cadre macroéconomique très contraint (Fahri et al, 2011)
 - ▶ Estimations empiriques encore peu nombreuses: de Mooij and Keen (2012) sur pays OCDE
 - ▶ Une dépréciation de 10% entraîne une hausse de 7,5% des exportations en valeurs (CEPII, 2014).

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

La dévaluation fiscale est un substitut de la dévaluation monétaire rendue impossible par le régime de change.

1. Baisse du coût du travail par une baisse des charges employeurs \Rightarrow va diminuer le prix des exportations.
2. Augmentation de la TVA \Rightarrow va augmenter les prix des importations
3. Création d'un avantage de coût relatif \approx dévaluation monétaire, d'où le terme de dévaluation fiscale.

- ▶ Littérature théorique: cadre macroéconomique très contraint (Fahri et al, 2011)
- ▶ Estimations empiriques encore peu nombreuses: de Mooij and Keen (2012) sur pays OCDE
- ▶ Une dépréciation de 10% entraîne une hausse de 7,5% des exportations en valeurs (CEPII, 2014).
 - ▶ Baisse du coût du travail \neq baisse des prix.

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

La dévaluation fiscale est un substitut de la dévaluation monétaire rendue impossible par le régime de change.

1. Baisse du coût du travail par une baisse des charges employeurs \Rightarrow va diminuer le prix des exportations.
2. Augmentation de la TVA \Rightarrow va augmenter les prix des importations
3. Création d'un avantage de coût relatif \approx dévaluation monétaire, d'où le terme de dévaluation fiscale.

- ▶ Littérature théorique: cadre macroéconomique très contraint (Fahri et al, 2011)
- ▶ Estimations empiriques encore peu nombreuses: de Mooij and Keen (2012) sur pays OCDE
- ▶ Une dépréciation de 10% entraîne une hausse de 7,5% des exportations en valeurs (CEPII, 2014).
 - ▶ Baisse du coût du travail \neq baisse des prix.
 - ▶ Baisse du coût du travail \neq baisse du coût de production.

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

- ▶ Au 1^{er} janvier 2014: TVA de 19,6 à 20% et taux intermédiaire de 7 à 10%.

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

- ▶ Au 1^{er} janvier 2014: TVA de 19,6 à 20% et taux intermédiaire de 7 à 10%.
- ▶ Un point de TVA \approx 7 milliards; neutralité budgétaire du CICE?

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

- ▶ Au 1^{er} janvier 2014: TVA de 19,6 à 20% et taux intermédiaire de 7 à 10%.
- ▶ Un point de TVA \approx 7 milliards; neutralité budgétaire du CICE?
- ▶ “Ecotaxe” ?

Le CICE est-il une dévaluation fiscale?

- ▶ Au 1^{er} janvier 2014: TVA de 19,6 à 20% et taux intermédiaire de 7 à 10%.
- ▶ Un point de TVA \approx 7 milliards; neutralité budgétaire du CICE?
- ▶ “Ecotaxe” ?
- ▶ Soutenabilité européenne ?

Qu'apporte en plus le Pacte de Stabilité ?

Qu'apporte en plus le Pacte de Stabilité ?

1. Baisse du coût du travail portée à 30 milliards.

Qu'apporte en plus le Pacte de Stabilité ?

1. Baisse du coût du travail portée à 30 milliards.
2. Plus de cotisations Urssaf au niveau du SMIC sauf cotisations chômage.

Qu'apporte en plus le Pacte de Stabilité ?

1. Baisse du coût du travail portée à 30 milliards.
2. Plus de cotisations Urssaf au niveau du SMIC sauf cotisations chômage.
3. Allègement des cotisations familles pour les salaires allant jusqu'à 3,5 fois le SMIC.

Qu'apporte en plus le Pacte de Stabilité ?

1. Baisse du coût du travail portée à 30 milliards.
2. Plus de cotisations Urssaf au niveau du SMIC sauf cotisations chômage.
3. Allègement des cotisations familles pour les salaires allant jusqu'à 3,5 fois le SMIC.
4. Réduction de la C3S (2015) puis suppression (2017)

Qu'apporte en plus le Pacte de Stabilité ?

1. Baisse du coût du travail portée à 30 milliards.
2. Plus de cotisations Urssaf au niveau du SMIC sauf cotisations chômage.
3. Allègement des cotisations familles pour les salaires allant jusqu'à 3,5 fois le SMIC.
4. Réduction de la C3S (2015) puis suppression (2017)
5. Suppression de la contribution exceptionnelle à l'IS (2016).

Le CIR doit-il être questionné?

Le Crédit Impôt Recherche offre un crédit d'impôt à due proportion des dépenses de R&D de l'entreprise. La France en tête de l'OCDE pour l'avantage fiscal accordé à la R&D.

Le CIR doit-il être questionné?

Le Crédit Impôt Recherche offre un crédit d'impôt à due proportion des dépenses de R&D de l'entreprise. La France en tête de l'OCDE pour l'avantage fiscal accordé à la R&D.

1. Coût total = 5,17 milliards en 2011, 15 000 entreprises en bénéficient.

Le CIR doit-il être questionné?

Le Crédit Impôt Recherche offre un crédit d'impôt à due proportion des dépenses de R&D de l'entreprise. La France en tête de l'OCDE pour l'avantage fiscal accordé à la R&D.

1. Coût total = 5,17 milliards en 2011, 15 000 entreprises en bénéficiant.
2. Réforme Sarkozy en 2008: CIR proportionnel au volume de R&D (30%) et non plus à l'incrément.

Le CIR doit-il être questionné?

Le Crédit Impôt Recherche offre un crédit d'impôt à due proportion des dépenses de R&D de l'entreprise. La France en tête de l'OCDE pour l'avantage fiscal accordé à la R&D.

1. Coût total = 5,17 milliards en 2011, 15 000 entreprises en bénéficient.
2. Réforme Sarkozy en 2008: CIR proportionnel au volume de R&D (30%) et non plus à l'incrément.
3. Réforme 2011: assiette des frais de fonctionnement forfaitaires passe de 75 à 50%

Le CIR doit-il être questionné?

Le Crédit Impôt Recherche offre un crédit d'impôt à due proportion des dépenses de R&D de l'entreprise. La France en tête de l'OCDE pour l'avantage fiscal accordé à la R&D.

1. Coût total = 5,17 milliards en 2011, 15 000 entreprises en bénéficient.
2. Réforme Sarkozy en 2008: CIR proportionnel au volume de R&D (30%) et non plus à l'incrément.
3. Réforme 2011: assiette des frais de fonctionnement forfaitaires passe de 75 à 50%
4. $\times 10$ en 10 ans (Rapport Cour des Comptes, 2013).

Le CIR doit-il être questionné?

Le Crédit Impôt Recherche offre un crédit d'impôt à due proportion des dépenses de R&D de l'entreprise. La France en tête de l'OCDE pour l'avantage fiscal accordé à la R&D.

1. Coût total = 5,17 milliards en 2011, 15 000 entreprises en bénéficiant.
2. Réforme Sarkozy en 2008: CIR proportionnel au volume de R&D (30%) et non plus à l'incrément.
3. Réforme 2011: assiette des frais de fonctionnement forfaitaires passe de 75 à 50%
4. $\times 10$ en 10 ans (Rapport Cour des Comptes, 2013).
5. R&D privée : 1,38% du PIB en France < 1,9% du PIB en Allemagne; en France largement financée par le public.